

Brochure n° 3326

Convention collective nationale
IDCC : 2494. – COOPÉRATION MARITIME

AVENANT N° 15 DU 20 JANVIER 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JANVIER 2017

NOR : ASET1750288M

IDCC : 2494

Entre

FNSCCM

D'une part, et

CFDT

CFTC-Agri

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Réunis en commission paritaire nationale dans le cadre de la négociation annuelle relative aux salaires minima conventionnels pour l'année 2017, les partenaires sociaux ont procédé à l'examen de l'indice du salaire mensuel de base et du pouvoir d'achat.

Dans ce contexte, et après avoir analysé notamment l'évolution de l'inflation, les partenaires sociaux signataires, partageant la volonté d'un accord sur les minima conventionnels de branche et conviennent de la grille de salaires minima ci-après.

Article 1^{er}

En conséquence, les signataires du présent avenant décident, à compter du 1^{er} janvier 2017, d'une augmentation des salaires minima comme suit :

Grille de salaires annuels (base 35 heures hebdomadaires) applicable à compter du 1^{er} janvier 2017.

Ouvriers employés

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE
I	1	17 763,19
	2	18 026,00

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE
II	1	18812
	2	20004
III	1	20836
	2	21931
	3	22747

Agents de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE
IV	23796
V	27622

Cadres

(En euros.)

NIVEAU	A (- 3 ANS) ANCIENNETÉ	B (+ 3 ANS) ANCIENNETÉ
VI	29019	32327
VII	31437	35558

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE
VIII	39508
IX	44899

Les entreprises devront respecter l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes en prenant notamment en compte les éléments fixés par l'accord relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes en date du 2 février 2016.

Article 4

Afin de faire régulièrement le point sur la signature du présent avenant et de mesurer l'opportunité de le modifier, les parties signataires prévoient que lors de chaque première réunion annuelle de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation, il sera abordé les salaires.

Article 5

Les parties signataires conviennent de demander sans délai l'extension du présent avenant, la fédération nationale syndicale de la coopération et du crédit maritimes étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Article 6

Le présent avenant entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2017.

Article 7

Le présent avenant sera déposé en un exemplaire original signé des parties, à la direction des relations du travail, dépôt des accords, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, ainsi que par voie électronique à l'adresse de messagerie : depot.accord@travail.gouv.fr.

Fait à Paris, le 20 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)